

Jean-Marie Harribey
Propos recueillis par Francis Sitel¹

1) Votre livre synthétise des années de travail et de recherche, en quoi le contexte actuel de crise du capitalisme vous paraît-il confirmer votre réflexion et actualiser si besoin était l'analyse marxiste du capitalisme ?

Mon livre intitulé *La richesse, la valeur et l'inestimable* est sous-titré *Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*². Toutes proportions gardées, mon sous-titre est un clin d'oeil à celui du *Capital* de Marx. Pourquoi revenir aujourd'hui sur la plus ancienne discussion de l'économie politique pour savoir ce que sont la richesse et la valeur ? J'y vois deux raisons essentielles.

La première est que la crise mondiale contemporaine plonge ses racines dans les contradictions sociales et écologiques du capitalisme et qui ont été poussées jusqu'à un point inédit par le capitalisme néolibéral. Contradictions sociales parce que la dévalorisation de la force de travail provoque une situation de surproduction générale dans la plupart des secteurs industriels, un chômage endémique, la précarité, l'amenuisement de la protection sociale et des inégalités croissantes, puisque dans le même temps les classes possédantes s'enrichissent outrageusement, via les allègements fiscaux dont elles bénéficient et les exigences exorbitantes de la finance. Contradictions écologiques aussi parce que l'accumulation infinie du capital se heurte de plus en plus aux limites de la planète. De ces deux types de contradictions, qui se renforcent l'un l'autre, naissent *la difficulté et, à terme, l'impossibilité de faire produire par la force de travail toujours davantage de valeur et de la réaliser sur le marché*. C'est en tout point ce qu'analysait de manière prémonitoire Marx au XIX^e siècle et que la crise écologique actuelle confirme totalement. Dit en termes théoriques et politiques, le capitalisme ne peut aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail sans ruiner ses capacités d'accumulation, et il ne peut aller non plus au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la nature sans détruire ou dégrader les bases matérielles de l'accumulation. Aujourd'hui, les deux aspects sociaux et écologiques de la crise sont indissociables, ce qu'avait, à mon sens, parfaitement anticipé Marx mais que, pendant tout le XX^e siècle, le courant marxiste n'a pas su voir, englué qu'il était dans le mythe du développement illimité des forces productives, dont il est vrai Marx lui-même, parce qu'il vivait au XIX^e siècle, était au moins partiellement prisonnier malgré ses intuitions.

La seconde raison du renouveau de la discussion sur la richesse et la valeur est que la richesse est le trou noir de ladite science économique qui la réduit à la valeur économique des marchandises produites par le capitalisme. Pour avoir oublié ou nié la distinction faite par Aristote et reprise plus tard par l'économie politique, entre valeur d'usage et valeur d'échange, l'idéologie économique libérale s'est révélée incapable de comprendre et de surtout de prévenir la montée des périls amenés par la marchandisation de toutes les activités humaines, des connaissances, des ressources naturelles, de la biodiversité et de tout le vivant. Au contraire, privatiser les biens communs de l'humanité est devenu le nouvel horizon d'un capitalisme cherchant la sortie de sa crise.

Mais il faut ajouter que de larges secteurs intellectuels critiques à l'égard de l'économie dominante restent bloqués dès l'instant où s'amorce une discussion théorique sur ces questions. Les uns, souvent issus ou membres de l'écologie politique, s'imaginent que, parce que la nature est indispensable à l'être humain pour produire de la valeur, évacuent et nient la place du travail dans le

¹ Cet entretien fait suite au commentaire de M. Husson, « Un livre inestimable, À propos de J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable* », *Contretemps*, n° 19, 3^e trimestre 2013, p.57-62, et 2 mai 2013, <http://www.contretemps.eu/lectures/livre-inestimable-propos-j-m-harribey-riche-esse-valeur-linestimable>.

² Aux Liens qui libèrent, Paris, 2013.

processus de création de valeur. D'autres, souvent apostats du marxisme, renient ce qu'ils ont adoré en commettant contresens sur contresens. Ainsi, parmi les meilleurs esprits, un tel affirme que Marx pensait que le travail était l'unique source de richesse³, alors qu'il n'a cessé de répéter que le travail et la nature étaient les deux sources de richesse, mais que le travail était le seul créateur de valeur. La confusion vient du fait qu'il y a une superposition chez Marx de trois niveaux d'analyse : la *valeur d'usage* comme condition de la *valeur* en tant que fraction du travail social, laquelle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* qui est mesurée par la quantité de travail nécessaire en moyenne dans la société considérée.

L'important est donc de comprendre que Marx abandonne à tout instant un formalisme économiste qui consiste à voir dans l'échange de marchandises un simple rapport entre des choses matérielles, une simple valeur d'échange, et à oublier que, derrière, il y a des rapports entre des producteurs, c'est-à-dire des rapports sociaux, puisque la production est un acte social, un acte qui est même de plus en plus social au fur et à mesure que la division du travail s'approfondit. La théorie de la valeur de Marx, qui occupe toute la première partie de mon livre, est une critique de la *réification* des rapports sociaux, c'est-à-dire de leur *chosification* : « Mais la forme valeur et le rapport de valeur des produits du travail n'ont absolument rien à voir avec leur nature physique. C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles. Pour trouver une analogie à ce phénomène, il faut la chercher dans la région nuageuse du monde religieux. [...] C'est ce qu'on peut nommer le fétichisme attaché aux produits du travail, dès qu'ils se présentent comme des marchandises, fétichisme inséparable de ce mode de production. »⁴ Le projet théorique de Marx est donc de trouver la *substance* de la valeur qu'il situe dans le travail, déterminer la *grandeur* de la valeur qui est mesurée par le temps de travail et comprendre le passage de la valeur à sa *forme* qui se fait par le biais de la valeur d'échange monétaire. À cet égard, mon livre s'inscrit dans le cadre des recherches actuelles permettant d'articuler la théorie de la valeur et la monnaie, étant entendu que la valeur n'est réalisée que monétairement, et que la monnaie n'est pas identifiable à une marchandise car elle est du travail immédiatement social. Mieux encore, la monnaie détient le monopole de l'expression sociale des valeurs.

2) Un des grands débats au sein de la gauche critique est celui de l'articulation entre le social et l'écologique, c'est une dimension importante de votre livre : ouvrir une voie entre « productivisme » et « décroissance », quels arguments opposez-vous aux tenants de la décroissance ?

Comme mon intention est d'intégrer sur le plan théorique critique sociale et critique écologiste du capitalisme, il est certain que le projet stratégique de cette critique globale est de contribuer à la transition vers un après-capitalisme. Mais mon livre n'est pas un livre-programme. Je me contente de quelques pages seulement, ayant détaillé l'essentiel ailleurs, sur la décroissance en elle-même. J'y résume trois points principaux. Aucun théoricien de la décroissance n'a fourni de définition claire de ce concept, naviguant entre propos purement idéologiques (« la décroissance est un mot-obus ») ou contradictoires (« le PIB doit diminuer mais la décroissance n'est pas la croissance négative »). Tous les théoriciens de la décroissance assimilent tout développement humain à de la croissance économique, et donc rejettent en bloc les deux notions, interdisant alors de penser la différence entre les secteurs qu'il faut faire diminuer et ceux qu'il faut encore augmenter pour satisfaire nombre de besoin sociaux primordiaux ; cet impensé est d'ailleurs une forme de l'impensé de la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, qui peut se traduire chez certains idéologues par l'idée farfelue de sortir de l'économie monétaire, confondant ainsi

³ J'ai réfuté cette assertion dans « La richesse, la valeur et l'inestimable... pour les vacances », 24 juillet 2013, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2013/07/24/la-riche-esse-la-valeur-et-l-inestimable-pour-les-vacances>.

⁴ K. Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, p. 606.

monétaire et marchand d'un côté, et non monétaire et non marchand de l'autre. Incompréhension ou négation de la monnaie et évacuation de la question du capitalisme vont d'ailleurs souvent de pair.

3) Vous proposez une approche innovante du travail des salariés du secteur public, dont vous expliquez qu'ils sont créateurs de richesse et de valeur. Pouvez-vous nous expliquer l'enjeu de cette question ?

C'est le point qui suscite le plus l'étonnement, voire l'hostilité, des marxistes traditionnels, chez qui reste très ancrée l'idée que les services non marchands sont issus d'un travail improductif (rejoignant en cela l'idéologie libérale), voire que tous les services proviennent d'un travail improductif. J'ai entrepris depuis une quinzaine d'années de déconstruire ce discours et je donne dans mon livre une synthèse de la discussion. Ma démonstration se déroule en deux temps. Le premier est assez simple et ne soulève guère d'objections de la part de quiconque : les travailleurs employés à fournir des services non marchands (par exemple, l'éducation publique ou les soins dans les hôpitaux publics) produisent d'authentiques richesses en termes de valeurs d'usage. Ma thèse iconoclaste porte sur le second point : ces travailleurs produisent de la valeur, au sens où Marx l'a définie en tant que « fraction du travail social ». La validation de travail n'est pas réalisée par et sur le marché, mais par décision politique démocratique. Allons plus loin : ces travailleurs ne sont pas rémunérés par prélèvement sur la production marchande, mais ils produisent la valeur qui les rémunère. En d'autres termes, les impôts et autres prélèvements dits obligatoires sont effectués non pas sur le PIB marchand mais sur un PIB déjà augmenté du fruit de l'activité non marchande. Je souligne qu'il y a dans la formulation que je propose le moyen d'établir une passerelle prometteuse entre les deux grands théoriciens du capitalisme, Marx et Keynes.

Comprenons la source dans laquelle réside, à mon avis, la confusion entretenue par plus d'un siècle de marxisme traditionnel sur ce problème : les travailleurs de la sphère non marchande sont improductifs de... plus-value pour le capital, par définition. Donc, ils sont exclus du modèle théorique le plus abstrait que l'on trouve dans les premières pages du Livre I du *Capital* de Marx pour définir la marchandise et par suite le capital et son accumulation. Mais rien n'interdit de proposer une conceptualisation théorique portant sur une société concrète, dans laquelle domine certes le rapport social capitaliste, mais où coexiste aussi une autre forme de rapport social s'écartant peu ou prou du modèle dominant, celui où l'on trouve une construction sociale de la gratuité par la voie de la socialisation du coût et donc du paiement de l'activité non marchande.

4) Votre livre est appelé à susciter de nombreuses réflexions, quels sont les débats qui vous apparaissent prioritaires d'un point de vue directement politique ?

Les néolibéraux comprennent très bien la profondeur de la crise que leur système traverse : la rentabilité du capital a du mal à se restaurer autrement que par un renforcement de l'exploitation de la force de travail, mais qui provoque en retour un aiguisement encore plus grand des contradictions. Aussi, la voie choisie par eux est de franchir simultanément deux frontières. La première est celle qui sépare la sphère marchande et la sphère non marchande : depuis la Seconde Guerre mondiale, les luttes sociales avaient permis d'installer dans de nombreux pays des services publics et des systèmes de protection sociale, échappant donc largement à la logique du profit. Devant la crise du taux de profit, le capitalisme a bâti le projet de privatiser tous les services publics, au nom de la concurrence, et de confier aux compagnies d'assurance et autres fonds de pension ce qui est couvert par la protection sociale. Il s'agit donc d'élargir la sphère d'accumulation du capital en s'appropriant un nouvel eldorado.

La seconde frontière que le capitalisme tente de franchir est celle de la privatisation des biens communs de l'humanité que sont les connaissances, les ressources naturelles, la biodiversité et tout le vivant. Cette tentative se joue à deux niveaux. D'une part, la gestion des ressources est de plus en

plus confiée au marché et, plus grave encore, aux marchés financiers. L'exemple le plus significatif est la gestion du réchauffement climatique qui, dans le cadre du Protocole de Kyoto et des discussions pour lui donner suite, est prétendument assurée par le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre, devenu en quelques mois seulement un nouveau théâtre de spéculation financière. D'autre part, toutes les institutions internationales font assaut d'imagination et d'énergie pour justifier la réduction de la nature à du capital, mesuré à l'aune des critères marchands. Les études se multiplient pour calculer « la valeur économique intrinsèque de la nature » ou « la valeur économique des services rendus par la nature ».⁵ Elles ignorent ainsi l'incommensurabilité entre la valeur d'usage et la valeur au sens économique, ramenant le débat théorique à un stade pré-aristotélicien. Bien entendu, les pseudos experts qui se livrent à de tels calculs ne sont pas dupes. Mais, dans leur esprit, il s'agit de ramener ledit capital naturel au même niveau que le capital économique, que ledit capital humain et que ledit capital social, pour envisager la substitution des uns aux autres dans une problématique de soutenabilité faible du développement.

Dans une perspective de transition sociale et écologique, la lutte contre la marchandisation des services publics et de la protections sociale d'une part et la lutte contre la marchandisation de la nature d'autre part sont les deux faces de la lutte contre le capitalisme productiviste.

5) Et au regard des batailles menées par Attac et les Économistes atterrés, quel rôle votre ouvrage vous paraît-il devoir jouer ?

Ce n'est pas à moi de dire l'impact qu'il pourra avoir. Mais, depuis une vingtaine d'années, on assiste à un renouveau du débat citoyen démocratique, donc politique, autour de questions de société, dans un grand nombre d'associations, débat qui commence aussi à vivifier les discussions au sein de structures plus anciennes comme certains syndicats et partis politiques. Attac et la Fondation Copernic depuis quinze ans, les Économistes atterrés depuis trois ans, mais également beaucoup de revues comme la vôtre, lieux d'élaboration théorique en prise avec les mouvements sociaux, contribuent à structurer le débat politique face au rouleau compresseur de l'idéologie néolibérale. Certes, ce n'est pas sans tensions, sans contradictions, mais l'essentiel est dit : il existe des alternatives.

Qu'est-ce que mon livre a à voir là-dedans ? Il a à voir que, derrière nombre des conflits qui traversent les sociétés soumises au carcan néolibéral, il y a la recherche et l'élaboration de nouveaux chemins d'émancipation, de bien-être, de justice et de sauvegarde des écosystèmes. Bref, il y a recherche et promotion de nouvelles conceptions de la richesse, bien au-delà des discussions sur les indicateurs qui cachent l'essentiel. Nouvelles conceptions dans lesquelles ce qui est *inestimable* n'aura pas moins de *valeur* dans un sens non économique que ce qui a de la *valeur* au sens économique. Autrement dit, la richesse ne se réduit pas à la valeur, la valeur d'usage ne se réduit pas à la valeur d'échange marchande, et ce qui est mesurable monétairement ne couvre pas les bienfaits de la nature au regard des conditions de la vie qu'ils permettent. Tel est, me semble-t-il, l'enjeu du décryptage auquel je me suis livré. Ardu parfois, mais nécessaire. En sachant que j'ai aussi proposé des approches moins techniques, plus simples et plus ludiques que je considère comme complémentaires à celle-ci pour contribuer au débat public.⁶

⁵ Je donne dans mon livre de nombreux exemples de ces calculs foireux : sur les prétendues « valeurs » des abeilles, des chauves-souris, de la forêt, etc.

⁶ Je renvoie à deux précédents livres faits de petites chroniques et d'apologues : *La démence sénile du capital*, *Fragments d'économie critique*, Bègles, Éd. du Passant, 2002, 2004, épuisé, en ligne à <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/demence.pdf> ; et *Raconte-moi la crise*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2009. Un troisième volet est en préparation pour fin 2013.